



PAR TRISTAN GASTON-BRETON

# Roberto Calvi, le banquier du Pape

---

**Surnommé le banquier du pape, Roberto Calvi fut à l'origine de l'un des plus grands scandales financiers de l'histoire de l'Italie avant de disparaître dans des conditions encore mal éclaircies.**

---

Londres, 17 juin 1982. La police découvre le cadavre d'un homme d'une soixantaine d'années. Pendu à un échafaudage sous le pont de Blackfriars, vêtu d'un costume de bonne coupe, il a dans ses poches 7400 livres et un passeport au nom de Gian Roberto Calvini. La police a vite fait de l'identifier. Il s'agit en fait de Roberto Calvi, l'ancien président de la Banque Ambrosiano de Milan, en fuite depuis le 12 juin précédent et recherché par toutes les polices d'Europe. Ainsi s'achève l'un des plus grands scandales financiers de l'histoire de l'Italie. Une affaire qui est loin encore d'avoir livré tous ses secrets. Suicide d'un homme usé et traqué, comme certains le soutiennent avec force ? Ou assassinat ? Très vite en fait, l'idée s'impose que

Roberto Calvi a bien été liquidé pour l'empêcher de parler. Mais par qui ? Par le Vatican, lié au banquier par des liens aussi sulfureux qu'obscurs ? Par la Mafia, dont la Banque Ambrosiano gérait les fonds ? Par la Loge P2, ce véritable Etat dans l'Etat dont le défunt connaissait presque tous les secrets ? Par les services secrets italiens ? En octobre 2005, lors d'un nouveau procès organisé par Rome dans lequel Licio Gelli, l'ancien Grand Maître de la Loge P2, est impliqué, la Justice reconnaît officiellement que Calvi a été assassiné, probablement par contrat passé avec la Mafia, « pour empêcher un pouvoir de chantage envers les référents politico-institutionnels de la maçonnerie, de la Loge P2, et de l'IOR [la banque du Vatican]



dont il avait géré des investissements. » Cinq personnes sont inculpées dont un ex-caissier de la Mafia. Une véritable coalition d'intérêts obscurs destinée à faire taire un homme devenu soudain dangereux...

Sa vie durant, Roberto Calvi avait rêvé d'être un homme d'influence. Il avait fini par le devenir. A la tête de la Banque Ambrosiano, une vénérable institution dont il avait fait l'un des établissements financiers les plus puissants d'Italie, il avait fait son entrée dans le « gratin » du capitalisme transalpin, et même européen. Lui, l'homme terne et sans autre culture que celle des chiffres, lui que son épouse avait cherché en vain à intéresser aux arts, faisait enfin partie des grands de ce monde. L'un de ses plus grands plaisirs était d'assister, une fois par an, à la réunion du FMI. Il y retrouvait ses congénères. Une fois également, il avait dîné chez Giovanni Agnelli, le flamboyant patron de Fiat, qui avait souhaité le rencontrer. Les deux hommes, que tout séparait, n'avaient rien eu à se dire et le dîner s'était déroulé dans une ambiance glaciale. Mais qu'importe ! Le sombre et taciturne Calvi, l'homme à la petite moustache brune calfeutrée toute

la journée dans son bureau blindé, avait un accès quasi-direct au Pape et connaissait beaucoup de monde. Partout. Au Vatican, dans l'armée, dans la presse, dans l'industrie, dans la franc-maçonnerie. Il était, à lui seul, une puissance et se comportait comme tel, régnant sur la Banque Ambrosiano en autocrate, ne donnant à son conseil d'administration que les informations qu'il estimait nécessaire, c'est-à-dire pas grand chose, tissant des liens inextricables avec des figures douteuses de la finance et de la politique, se livrant à des manœuvres financières d'une complexité inouïe, entraînant finalement la ruine de sa banque et sa propre perte.

Son histoire est emblématique de celle de l'Italie d'après-guerre, marquée par des combines à grande échelle et d'in vraisemblables collusions d'intérêt. Roberto Calvi naît à Milan en 1920. Fils d'un employé de la Banca Commerciale, il fait des études d'économie et de comptabilité à la prestigieuse université Bocconi. La guerre l'empêche de passer ses diplômes, ce dont il gardera toujours un complexe. Il fait partie de ces soldats italiens qui s'en vont combattre en Russie aux côtés de l'armée al-



lemande. D'ordinaire peu bavard, Calvi se laissera souvent aller à des confidences sur cette partie de sa vie. En 1944, il est de retour en Italie où, par prudence, il a troqué sa carte du Parti Fasciste pour celle du nouveau Parti Socialiste Italie, et où, par l'entremise de son père, il entre à la Banca Commerciale. Il n'y reste pas longtemps. Ambitieux, il a compris qu'il n'a aucun avenir dans cette énorme banque contrôlée par l'Etat. Grâce à un nouveau coup de pouce de son père, il entre donc à la Banque Ambrosiano. Fondée à Milan en 1894 par un prêtre et une poignée de fidèles, baptisée ainsi en référence au Saint patron de Milan, Saint Ambroise, celle-ci avait pour ambition de servir des organisations morales, des œuvres pieuses et des organismes religieux créés à des fins charitables. Au fil des années, elle s'est transformée en banque commerciale classique, limitant ses opérations au nord de l'Italie et se caractérisant par une grande prudence de gestion.

Lorsque Calvi y fait son entrée comme comptable, en 1947, le directeur général et futur président de la Banque, Alessandro Canessi, est en train de la transformer en éta-

blissement acceptant non seulement les dépôts, mais détenant également des intérêts dans l'industrie et la finance. Dans une banque où les compétences sont plutôt rares, Canessi a vite fait de repérer Roberto Calvi. Résolu, manifestement doué pour les montages financiers, celui-ci se charge de mettre en musique les ambitions de son patron, prenant des participations dans les grands groupes italiens, tissant des accords avec d'autres banques européennes, procédant même à une acquisition en Suisse. Ainsi s'amorce l'étonnante ascension de Roberto Calvi, qui devait le conduire à la direction centrale de la banque en 1963, à la direction générale en 1971, et enfin à la présidence en 1975. C'est alors que tout achève de se mettre en place.

Plus encore que Canessi, Calvi a de grandes ambitions pour la Banque Ambrosiano. Il veut l'insérer dans le grand flux mondial de la finance. Mais ce maniaque du secret capable de mensonges énormes a deux obsessions : d'une part, il veut pouvoir se livrer à d'ambitieuses transactions sur les marchés internationaux sans avoir de comptes à rendre à personne, et surtout pas à l'Etat italien.



D'autre part et surtout, il veut mettre la banque, cette banque qu'il considère désormais comme sa propriété personnelle, à l'abri d'éventuels prédateurs, notamment ceux que pourraient susciter la gauche italienne, majoritaire dans le pays depuis les élections de 1977 et dont il pense qu'elle a une revanche à prendre sur la « banque des curés ». D'où l'in vraisemblable empilement de sociétés off-shore créées au Luxembourg, aux Bahamas et en Amérique Latine. Elles permettent de se livrer à des transferts de fonds en toute discrétion mais aussi d'assurer l'autocontrôle de la banque, les filiales off-shore se livrant à des achats massifs d'actions de l'Ambrosiano. Le tout en violation flagrante de la législation sur l'exportation de capitaux et le contrôle des changes.

Dans la constitution de cet empire financier situé en marge de la légalité, trois personnes étroitement liées entre elles vont jouer un rôle clé. La première par ordre d'apparition est Michèle Sindona. Né en 1920, cet affairiste sicilien très bien introduit dans les milieux financiers milanais et qui devait mourir empoisonné dans sa cellule en 1986 est un familier des couloirs du Vatican dont est

devenu le conseiller financier officieux. Doué pour les combines, il travaille entre l'Italie et les Etats-Unis où il traite des affaires pour le compte de financiers italo-américains, dont certains appartiennent clairement à la Mafia. A Roberto Calvi qu'il rencontre en 1968 peut-être par l'intermédiaire du Vatican, Sindona offre une expertise dans les placements discrets et de précieux contacts dans le monde de la finance italienne. C'est lui notamment qui l'aide à créer des sociétés de façade dans des paradis fiscaux afin d'investir en toute tranquillité et de racheter les actions de l'Ambrosiano dans un but d'autocontrôle, une pratique alors interdite en Italie. En échange, car tout se paie, Calvi aidera Sindona dans ses affaires italiennes et américaines. En clair, il recyclera l'argent sale de la Mafia.

Le second personnage clé de ce roman de l'ombre est encore plus énigmatique : Licio Gelli. Lorsque Roberto Calvi le rencontre en 1975, par l'intermédiaire de Sindona, l'homme est le « vénérable » de la Propaganda Due, une loge maçonnique plus connue sous le sigle P2. Etonnante loge que celle-ci ! Créée en 1877, elle regroupe quelques



centaines d'individus qui, tous, appartiennent à l'élite dirigeante de l'Italie : militaires, politiciens, membres des services secrets, gros industriels, grands ecclésiastiques, rédacteurs en chef de journaux nationaux ... Ancien fasciste, très bien introduit auprès des dictateurs latino-américains, obsédé par la menace communiste - à son apogée dans les années 1970 - Licio Gelli a transformé ce qui n'était au départ qu'une banale loge maçonnique en un véritable Etat dans l'Etat. Avec l'aide probable de la CIA, qui a fait de l'Italie l'une des bases avancées de son programme « Stay Behind » visant à contenir l'expansion communiste en Europe, la P2 a commencé à se livrer à des manœuvres de déstabilisation visant à porter au pouvoir un régime autoritaire, manœuvres qui culmineront dans plusieurs tentatives de coup d'Etat puis dans l'attentat de la gare de Bologne en 1980 qui fera 85 morts. Pour Gelli, Calvi, qui est initié à la P2 en 1975, est une recrue de choix. Banquier, il mettra en effet ses moyens financiers au service de la « cause », finançant généreusement partis politiques, industriels et journaux de droite. C'est notamment par Gelli que Calvi prendra à fonds perdus le contrôle occulte du

journal Corriere della Serra, mis aussitôt au service de la « stratégie de tension » visant à écarter la gauche italienne du pouvoir.

Le troisième homme de cette étonnante saga n'est pas moins surprenant. Il s'agit de Paul Marcinkus. Né dans l'Illinois en 1920, ordonné prêtre à Chicago en 1947, ce colosse de près de deux mètres qui mourra dans son lit en 1990 après être tombé en disgrâce a fait une grande partie de sa carrière dans l'ombre de Paul VI qui l'a fait Archevêque de Horta en 1969. Membre de la loge P2, il a surtout été nommé par Paul VI à la tête de l'IOR, l'Institut des Oeuvres Religieuses, la « banque du Vatican » en charge de la gestion des comptes des ordres religieux et des associations catholiques. Sous sa houlette et avec la bénédiction du Pape, soucieux de disposer de doter le Vatican de moyens financiers à la hauteur de ses ambitions - Paul VI est le premier Souverain Pontife à mener une diplomatie planétaire - Marcinkus a entrepris de transformer l'IOR en une structure de gestion d'actifs et de prises de participation, non seulement en Italie mais aussi ailleurs dans le monde. Dans cette mission, il a notamment bénéficié de l'appui



de Sindona qui l'a aidé à se débarrasser d'investissements peu rentables en Italie. C'est également par Sindona qu'il a été mis en rapport avec Calvi. A la recherche de placements discrets et fructueux, l'IOR devient très vite l'un des principaux partenaires de la Banque Ambrosiano, puis son premier actionnaire. En échange du soutien financier de l'IOR, l'établissement financier dirigé par Roberto Calvi financera, entre autres, le syndicat polonais Solidarnosc et la guérilla des Contras au Nicaragua.

Calvi, Gelli, Sindona, Marcinkus : tout au long des années 1970, ce quatuor lié par une même détestation du communisme va se livrer à de vastes transferts de fonds entre l'Italie et les paradis fiscaux. Selon certaines sources, ces quatre hommes aurait même poussé à la liquidation discrète du Pape Jean-Paul Ier, mort en septembre 1978 après seulement 33 jours de Pontificat et qui avait eu le tort impardonnable de vouloir réformer les finances du Vatican afin de revenir à l'esprit d'humilité et de pauvreté de l'Eglise des origines. L'affaire fait encore débat. Reste qu'au début des années 1980, la gestion hasardeuse et solitaire de Calvi, dont

la banque a octroyé des prêts massifs à ses filiales off-shore pour effectuer sans aucun contrôle des placements en grande partie secrets, commence sérieusement à intriguer la justice italienne. Ironie du sort, c'est Michèle Sindona, furieux de ne pas bénéficier de l'appui financier de Calvi lors d'un scandale qui l'éclabousse aux Etats-Unis, qui met en branle la machine infernale qui aboutira à l'explosion en vol de l'Ambrosiano. En 1977, le financier sicilien orchestre en effet une campagne d'affichage nocturne dans les rues de Milan dénonçant les manœuvres de Roberto Calvi et les détournements éhontés auxquels il se livre. Les deux hommes auront beau faire la paix, le processus est lancé. Il faudra 5 ans avant que tout le système s'écroule.

Pendant cette période, terré dans son bureau de Milan ou dans sa villa de Drezzo où il mène une vie discrète centrée sur sa famille, Calvi cherche à parer les coups. Il y parvient d'abord, commanditant peut-être l'assassinat du magistrat en charge de l'affaire, réussissant même à contrer une enquête de la Banque Centrale italienne. Mais « l'affaire de la Banque d'Italie », qu'il suscite en 1979 et qui aboutit à la brève incar-



cération de son directeur général pour corruption, n'est qu'un feu de paille. A partir de 1981, l'étau se resserre. Lâché par ses amis politiques, privé de l'appui de Sindona, arrêté aux Etats-Unis en 1979 pour fraude et complicité d'assassinat, lâché aussi par Marcinkus, que Jean-Paul II ne peut faire autrement que de protéger pour éviter un épouvantable scandale et qui refuse toute aide financière à l'Ambrosiano, Calvi assiste, impuissant, à l'effondrement de son empire. En 1981, le banquier tente de se racheter une virginité en nommant à la vice-présidence de la banque l'industriel Carlo de Benedetti. Mais celui-ci jette l'éponge au bout de 65 jours après s'être vu refuser l'accès aux livres de comptes et avoir reçu des menaces de la Mafia. Les dés sont désormais jetés ! Le 5 juin 1982, 13 jours avant sa mort, il écrit une lettre pathétique à Jean-Paul II dans laquelle il affirme s'être chargé « du lourd fardeau des erreurs ainsi que des fautes commises par les représentants actuels et passés de l'IOR. » Puis c'est la fuite hors d'Italie et la mort sous un pont de la Tamise. Il laisse un trou de 1,4 milliard de dollars dans la Banque Ambrosiano et de 250 millions de dollars dans les caisses de l'IOR.

Des protagonistes de cette obscure affaire, il ne reste plus aujourd'hui que Licio Gelli, qui vit en résidence surveillée. La loge P2 a été dissoute a été dissoute en décembre 1981 après qu'ai été révélée la liste de ses membres les plus éminents, notamment des politiciens appartenant à la Démocratie-Chrétienne. L'affaire fera même sauter le gouvernement de l'époque. Quant à l'IOR, dont Marcinkus a quitté la direction en 1989 un an avant sa mort, elle n'investit plus que dans les obligations d'Etat. Mais l'affaire Calvi est loin d'avoir révélé toutes ses zones d'ombre.

---

**Tristan GASTON-BRETON,**

Historien d'entreprises

[tgastonbreton@elzear.com](mailto:tgastonbreton@elzear.com)